

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, il est difficile de savoir si la réponse à cette question intéresse vraiment l'opposition. L'année dernière, nous avons essayé pendant un certain temps de poster des gardes dans les miradors 24 heures sur 24, même lorsque les détenus étaient enfermés dans leurs cellules. On a trouvé que cela revenait très cher et on m'a fait valoir que c'était inutile. A la suite de cette évasion...

M. Hees: Combien de prisonniers se sont-ils évadés?

M. Allmand: Je dois dire qu'il y en a peu qui se soient évadés après minuit et avant que les hommes se lèvent le matin, mais il y a eu ces dernières évasions. J'étudie de nouveau la question; il faut examiner le rapport coût-bénéfices. Vaut-il vraiment la peine d'avoir des hommes dans ces miradors entre minuit et 6 ou 7 heures du matin? Nous allons remettre la question à l'étude.

M. Reynolds: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Comme des prisonniers s'évadent entre minuit et 8 heures du matin, le ministre envisagerait-il de placer des mannequins dans les miradors afin que les prisonniers se croient surveillés?

M. Allmand: Êtes-vous volontaire pour ce travail?

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES FINANCES

LA DIMINUTION DES DROITS D'ENTRÉE SUR LES BICYCLETTES—LE CAS DE LA FABRIQUE DE RIVERS (MAN.)

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Finances...

Une voix: Il est dans la tour.

M. Dinsdale: ... peut-être pourrais-je poser ma question au premier ministre. Comme la récente diminution de 25 p. 100 à 15 p. 100 des droits de douane sur les bicyclettes importées menace l'industrie située à l'ancienne base de Rivers, et que ce projet qui est une réussite est appuyé par le ministère des Affaires indiennes, quelles mesures le gouvernement prend-il pour résoudre ce conflit d'intérêts?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, au nom du ministre des Finances qui m'a consulté sur cette question parce que mon ministère participe au projet, j'aimerais informer le député que la question est présentement à l'étude. Aucune décision n'a été prise sur les droits. Je signalerais que certains changements apportés aux règlements concernant la taxe de vente profiteront à la compagnie et pourraient compenser dans une certaine mesure les effets de la diminution des droits.

● (1440)

M. Dinsdale: Une question supplémentaire pour le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Le

[M. Hees.]

ministre était-il au courant du problème et a-t-il agi pour protéger les intérêts des indigènes travaillant à ce projet?

L'hon. Judd Buchanan (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Oui, monsieur l'Orateur, j'étais au courant du problème et j'en ai discuté avec mon collègue, le ministre des Finances.

* * *

L'INDUSTRIE

LES ACIERS—LES HAUSSES DE PRIX ET L'AUGMENTATION DES COÛTS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, j'aimerais poser ma question au premier ministre. Comme, dans son enquête sur le prix de l'acier, le juge Estey en est arrivé à la conclusion que «toutes les nouvelles hausses de prix devraient être directement rattachées à des augmentations de coûts, sans quoi l'industrie dépassera ses marges de profits habituelles», et comme les aciéries ont annoncé cette semaine de nouvelles hausses de prix variant entre 7 et 12 p. 100 pour certains aciers, le gouvernement a-t-il mené une enquête pour déterminer si ces augmentations étaient directement rattachées aux coûts et, sinon, pourquoi ne l'a-t-il pas fait?

[Français]

M. Gaston Clermont (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, en l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce, je prends la question comme préavis. Il me fera plaisir d'obtenir les renseignements nécessaires.

[Traduction]

M. Symes: Ni le ministre ni le premier ministre n'ont répondu à cette question, mais je crois que le premier ministre pourra répondre à ma question supplémentaire. Le très honorable représentant peut-il s'assurer que ces majorations de prix, si elles sont justifiées, ne s'appliqueront qu'aux nouveaux produits et non au stock existant, afin d'empêcher le double étiquetage des produits de l'acier?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je suis persuadé que j'aurais transmis une question de ce genre au secrétaire parlementaire si j'en avais reçu préavis. Son ministre s'entretient actuellement avec le premier ministre de l'Iran. Ce n'est pas une question à laquelle je peux répondre sur-le-champ et je crois que la Chambre doit le comprendre. Si j'avais répondu à la question, je l'aurais fait exactement comme le secrétaire parlementaire.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

LA POSITION DU GOUVERNEMENT SUR L'EXPLOITATION ET L'EXPORTATION DE L'URANIUM

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.